UIMM
LA FABRIQUE DE L'AVENIR

[Élections 2027]

Un nouveau pacte industriel et social



2027-2032

Édito

“ Développer l’industrie, c’est rendre la France plus forte !

90% des Français considèrent que développer l’industrie, c’est rendre la France plus forte. Pourtant, l’industrie manufacturière qui a représenté jusqu’à près de 25% du PIB durant les Trente Glorieuses, n’en représente plus qu’à peine 10%. Un contraste saisissant qui nourrit un sentiment partagé : les Français sont fiers de « leur » industrie, mais inquiets pour son avenir, qu’ils savent indissociable de celui de la France et de sa souveraineté.

Les raisons de ce décrochage industriel, dans les faits mais pas dans les cœurs, sont nombreuses et largement documentées. Mais accumuler les diagnostics ne suffit pas à inverser la tendance. Il faut agir !

Afin d’identifier les priorités d’action du prochain quinquennat, l’UIMM a engagé, dès le printemps 2026, une série de travaux et, grâce à son réseau territorial, une mobilisation sans précédent de ses adhérents, de la PMI aux grands groupes en passant par les ETI. Les enseignements de leurs contributions de terrain, croisés avec ceux de la grande enquête IFOP réalisée pour l’UIMM, montrent à quel point Français et industriels se rejoignent sur les moyens de relancer notre industrie. Coût du travail, normes, conditions de concurrence, compétences : ils convergent sur les changements profonds indispensables à opérer pour investir, innover, produire, se développer et conquérir des marchés à l’export.

L’envie est là. Le potentiel aussi. Mais le temps presse !

Cette analyse partagée n’est donc pas une résignation au déclin, mais une volonté farouche de reprendre notre destin en main. L’envie est là. Le potentiel aussi. Mais le temps presse ! Contraintes, coûts, instabilité : ces obstacles, dénoncés dans nos territoires, freinent les investissements et découragent les projets. A chaque investissement empêché, à chaque projet abandonné ou pour lequel la France n’est désormais même plus envisagée, c’est une part de l’avenir des Français qui se joue ailleurs.

Transformer le consensus en décisions concrètes.

Il y a urgence à transformer le consensus sur les solutions pour l’industrie en décisions concrètes au service du développement de nos territoires et de la prospérité du pays. Notre proposition de « Pacte industriel et social » trace la voie, avec une exigence simple : Laissez-nous produire ! Nous saurons assurer le pouvoir d’achat de nos salariés, l’avenir de notre jeunesse, la vitalité de nos territoires et de notre modèle social. Notre souveraineté sera aussi mieux assurée. Dans un monde où les rapports de force se durcissent, les Nations qui ne produisent plus, n’ont plus voix au chapitre.

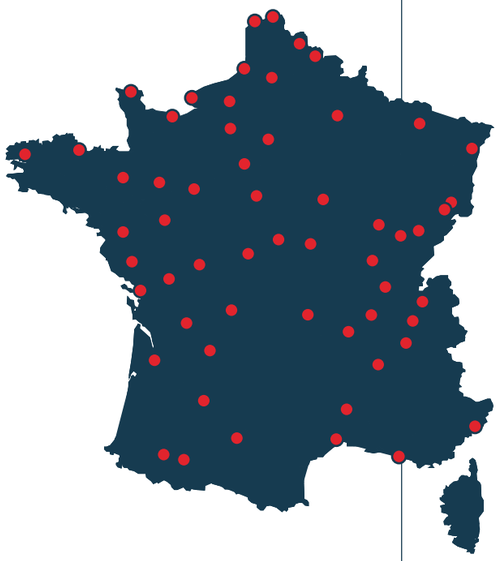
Notre message à celles et ceux qui aspirent à diriger la France est donc simple : assez de discours, place aux actes ! Les Français et les industriels sont prêts. Engagez-vous, avec courage, pragmatisme et constance, à libérer le pouvoir de produire pour rendre à la France la maîtrise de son avenir, et à nos enfants la fierté de pouvoir encore demain le construire !



Eric Trappier
Président de l’UIMM La Fabrique de l’Avenir
PDG de Dassault Aviation

L'UIMM en bref et en chiffres

57
UIMM territoriales



13 fédérations professionnelles

- Alliance des minerais, minéraux et métaux (A3M)
- Aluminium France
- Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA)
- Fédération de l'électronique française (FDEF)
- Fédération française de la carrosserie (FFC)
- Fédération des industries électriques, électroniques et de communication (FIEEC)
- Fédération des industries des équipements pour véhicules (FIEV)
- Fédération des industries ferroviaires (FIF)
- Fédération des industries mécaniques (FIM)
- Groupement des industries de construction et activités navales (GICAN)
- Groupement des industries françaises de défense et de sécurité terrestres et aéroterrestres (GICAT)
- Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS)
- Groupement des industriels français de l'énergie nucléaire (GIFEN)

42 000 entreprises qui emploient

1,5 million de salariés

615 milliards d'€
chiffre d'affaires annuel réalisé par les entreprises de la métallurgie, dont

53% à l'exportation

90%
sont des TPE/PME qui emploient moins de 50 salariés

D'ici 2035, les besoins en recrutement sont de l'ordre de
200 000 personnes/an

Sommaire

Les attentes des Français : retrouver la maîtrise de leur avenir p.6

Pourquoi cette attente est-elle devenue si forte ? p.6

La France n'est pas condamnée au déclin p.7

Libérer le potentiel industriel de la France p.8

Un nouveau pacte industriel et social p.10

10 propositions pour produire notre avenir p.19

Les attentes des Français
Retrouver la maîtrise de leur avenir

Les Français veulent **vivre dans un pays plus souverain**, capable de garantir l'essentiel sans dépendre de décisions prises à l'autre bout du monde pour se défendre, se nourrir, se soigner, se chauffer, se déplacer…

Ils veulent que le **travail soit reconnu**, qu'il **améliore leur pouvoir d'achat** et leur permette de **vivre mieux** que leurs parents.

Ils veulent pouvoir **compter sur une protection et un accompagnement solides** face aux mutations et aux aléas de la vie.

Ils veulent des règles simples et justes qui **facilitent leur vie** au lieu de la compliquer.

Ils veulent **transmettre à leurs enfants** un pays qui offre plus d'opportunités de réussite qu'ils n'en ont eux-mêmes eues.

> “
> Au fond, ils veulent transmettre à leurs enfants un pays qui offre plus d'opportunités.

L'analyse
Pourquoi cette attente est-elle devenue si forte ?

Depuis 30 ans, la France s'affaiblit et les Français s'appauvrissent. Notre pays est passé du 11e au 24e rang mondial en termes de PIB par habitant.

Sa dette publique a atteint plus de 117 % du PIB. La somme des intérêts à rembourser dépassera l'an prochain celui du budget de l'Éducation nationale. Quel triste symbole d'un pays qui hypothèque son avenir !

Cette situation n'est pas une fatalité. Elle vient d'un choix collectif tacite depuis de longues années. **Plutôt que de traiter nos fragilités économiques et sociales à la racine, nous avons trop souvent préféré en compenser les conséquences par davantage de dépenses publiques, notamment sociales.**

Et à force de faire peser leur financement sur le travail sans maîtriser durablement la dépense, **nous nous sommes finalement épuisés à dépenser toujours plus pour nous protéger de moins en moins.**

Le résultat est sans appel : la France est devenue l'économie la plus désindustrialisée du G7. Notre productivité stagne, notre fiscalité demeure parmi les plus lourdes d'Europe, notre taux d'emploi reste insuffisant et notre système éducatif peine à préparer les compétences de demain.

Nous avons en cela oublié une règle pourtant essentielle : **le lien indissociable entre l'économique et le social : on ne protège durablement que ce que l'on est capable de financer en produisant**.

Or, aujourd'hui, notamment en raison de la remise en cause de la politique de l'offre, produire coûte plus cher et est plus complexe que chez nos voisins, embaucher reste difficile, investir demeure trop risqué et le travail n'est pas suffisamment encouragé.

Il est urgent de briser la spirale qui affaiblit notre pays et réduit les perspectives des Français.

La conviction
La France n'est pas condamnée au déclin

D'abord parce que certains de nos voisins ont montré qu'il était possible de surmonter des situations tout aussi difficiles.

Confrontés l'un et l'autre à une grave crise économique et financière au début des années 90, la Suède et le Canada ont retrouvé le chemin de la croissance et rétabli la situation de leurs comptes publics.

Ensuite car **notre pays conserve des atouts considérables :** des entrepreneurs engagés, des salariés qualifiés, des compétences et des savoir-faire reconnus, une électricité largement décarbonée grâce au nucléaire, des infrastructures de qualité, une épargne abondante, des capacités de défense et une grande diversité territoriale.

Ce qui lui manque, ce n'est pas tant le potentiel, mais une vision d'avenir, une ambition, un cap à moyen et long terme, susceptible de le libérer pour redonner de l'espoir à nos concitoyens, aux jeunes générations et aux territoires dans lesquels ils vivent.

> “
> Oui, la France n'est pas condamnée au déclin, ni les Français au désespoir.



La condition
Libérer le potentiel industriel de la France

[1] Développer l'industrie, c'est rendre la France plus forte

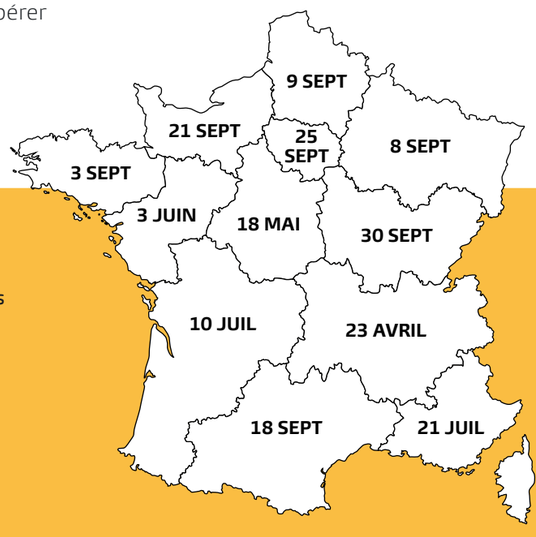
Elle s'inscrit par nature dans le temps long. Elle a, plus que d'autres secteurs, la capacité à créer de la richesse, des emplois, de l'innovation, du pouvoir d'achat et de la cohésion sociale sur notre territoire national. Elle est bien plus qu'un secteur économique.

C'est un moteur de croissance, de souveraineté et de progrès pour tout le pays.

Or, en France, ce moteur industriel tourne au ralenti, embourbé dans un environnement structurellement dysfonctionnel. Le libérer est un impératif.

[2] Un cri d'alerte des industriels : « Laissez-nous produire ! »

Du printemps au début de l'automne 2026, l'UIMM a engagé une vaste consultation des industriels dans les territoires, avec une ambition claire : faire émerger des propositions ancrées dans leurs réalités quotidiennes et leurs défis de long terme, pour créer les conditions du développement de l'industrie et renforcer les chances de réussite de notre pays.



Appuyée sur la force du réseau des 57 UIMM territoriales, cette mobilisation s'est articulée autour de 12 grandes réunions régionales, réunissant plusieurs centaines d'industriels à travers des ateliers participatifs, séminaires, tables rondes, rencontres et sondages. Nombreux sont ceux qui ont partagé en premier le poids quotidien de l'accumulation des normes, le temps consacré aux démarches administratives sans parler des distorsions de concurrence avec les entreprises étrangères.

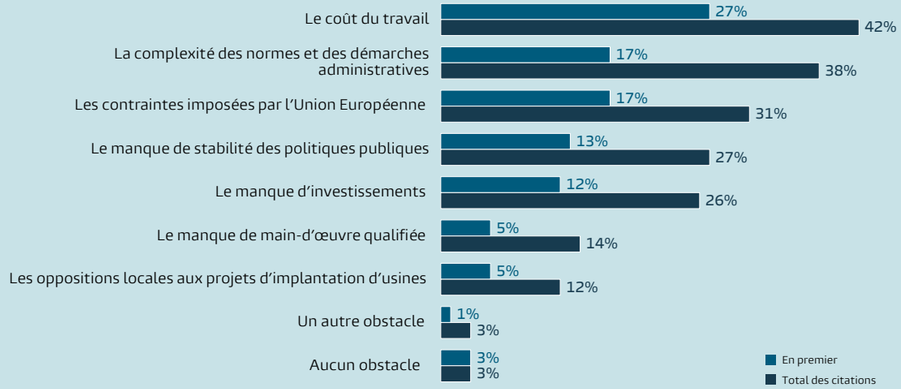
« *Laissez-nous travailler !* » ; « *Stop au patronbashing !* » ; « *Arrêtez de prendre des décisions comme si la France était une planète autonome* ! » ; « *Tout est fait pour nous décourager.* ». Ces paroles, sans filtre, revenaient sans cesse. Elles expriment une frustration profonde, et traduisent une attente simple : pouvoir consacrer davantage d'énergie à l'activité industrielle qu'aux obstacles qui l'entravent.

De cette diversité émergent trois préoccupations majeures, partagées dans l'ensemble des territoires : **le coût de produire et d'employer en France, le poids des contraintes et des risques qui pèsent sur l'activité industrielle, et les difficultés à recruter, former et fidéliser les compétences.**

[3] Une résonance très forte auprès des Français

Selon l'enquête réalisée en ligne par l'IFOP du 24 août au 10 septembre 2026 auprès d'un échantillon représentatif de 4 800 personnes, les Français expriment un profond attachement à leur industrie. Fiers des savoir-faire industriels français, ils considèrent l'industrie comme un moteur essentiel de développement économique et de dynamisme des territoires. Face aux risques de désindustrialisation, ils expriment une forte inquiétude, et identifient clairement les obstacles à la réindustrialisation.

Quels sont, selon vous, les principaux obstacles à la réindustrialisation de la France ? En premier ? En second ?



Les Français et l'industrie - Ifop pour l'UIMM (septembre 2026).

Ils appellent à renforcer la souveraineté industrielle du pays. **Ils attendent également des mesures concrètes en matière de fiscalité, de formation et de simplification pour soutenir la réindustrialisation de la France et préparer l'avenir.**

Cette convergence des attentes et des solutions est une chance pour notre pays.

Peut-être la dernière. Car à force d'accumuler les contraintes, les coûts et l'instabilité, nous risquons de décourager ceux qui veulent encore produire en France. Nous risquons de voir l'envie d'entreprendre céder la place au renoncement.

Or, lorsque les industriels français doivent renoncer, ce n'est pas seulement la part de l'industrie qui recule dans notre PIB : c'est l'avenir des Français qui se rétrécit.

97%
des Français placent la réindustrialisation au cœur de la présidentielle

> Cette attente mérite des engagements clairs. Il est urgent d'obtenir les moyens d'agir, avant qu'il ne soit trop tard.

L'appel
Un nouveau pacte industriel et social

Ensemble, libérons le pouvoir de produire pour redonner à la France le pouvoir d'agir pour son avenir.

Nous devons redonner de la liberté à ceux qui produisent. Ainsi nous pourrons mieux rémunérer le travail et permettre à chacun de construire son avenir. Un principe doit collectivement nous guider : travailler pour vivre mieux ne doit pas coûter plus cher, ni aux entreprises, ni aux générations futures, et doit apporter fierté, reconnaissance et pouvoir d'achat aux salariés.

C'est pourquoi il est essentiel de redonner toute sa place au dialogue social. La démocratie politique doit pleinement respecter la démocratie sociale. Les ingérences politiques dans les négociations minent la capacité des partenaires sociaux à construire des accords équilibrés au service du travail et de la compétitivité, et ce faisant de la pérennité de notre modèle social.



Forts de ces principes, notre Pacte industriel et social s'articule autour de 3 axes d'action :

Renforcer | Libérer | Anticiper

AXES	Ce dont nous ne voulons plus	Ce que nous voulons rendre possible	Ce que cela va changer pour les Français
Renforcer la compétitivité de l'industrie et valoriser le travail	Un **coût du travail** et des **prélèvements** qui pénalisent la compétitivité, freinent l'investissement et **mettent en péril** la pérennité de notre **modèle social**.	**Une industrie plus compétitive**, davantage de capacités d'investissement, un **travail mieux rémunéré** et **un modèle social pérenne**.	**Un travail qui rapporte** davantage, **plus d'emplois** et de meilleures perspectives d'évolution ; des entreprises qui investissent et des moyens pour **financer durablement nos retraites, notre santé et nos services publics**.
Libérer le potentiel des entreprises industrielles	La **complexité** des normes et des démarches administratives, les contraintes supplémentaires imposées aux entreprises françaises, **l'instabilité** des politiques **publiques et les difficultés d'accès aux ressources**.	**Un environnement normatif simplifié et stable**, une **concurrence équitable** et un **accès sécurisé** aux ressources indispensables à la production, pour permettre aux entreprises d'**investir** et de développer leurs projets et de **produire en France**.	Des entreprises qui ouvrent et se développent près de chez soi, **des emplois à proximité de son domicile** et pouvoir compter sur des **produits fabriqués en France** pour se soigner, se chauffer, se déplacer et répondre aux besoins essentiels de sa famille, sans dépendre de décisions prises ailleurs.
Anticiper les besoins en compétences	**Le manque de main-d'œuvre qualifiée**, les difficultés d'orientation, **l'inadéquation des compétences** et les obstacles à l'emploi et à la reconversion.	**Une école plus exigeante**, des formations adaptées aux besoins des entreprises et des parcours professionnels plus ouverts.	**Voir ses enfants réussir** à l'école et trouver leur voie, pouvoir décrocher un premier emploi d'avenir, **évoluer dans son métier** ou en apprendre un autre.

Renforcer
la compétitivité de notre industrie et valoriser le travail

Une France plus forte, c'est une France qui renforce la compétitivité de son industrie en allégeant les prélèvements, qui valorise le travail, et assure l'avenir de notre modèle social.

Aujourd'hui, la France taxe trop ceux qui produisent et travaillent. Si nos entreprises supportaient les mêmes prélèvements que leurs concurrentes de la zone euro, elles auraient 69 milliards d'euros supplémentaires pour investir, embaucher, augmenter les salaires ou baisser leurs prix. Soit 9,2 % de leur masse salariale, 20 % de leurs investissements ou une fois et demie leurs dépenses de R&D ! Dans le même temps, avec toujours moins d'actifs pour financer un nombre croissant de bénéficiaires, notre modèle social est à bout de souffle. Il est temps de rompre ce cercle vicieux pour redonner des marges de manœuvre à nos industriels, faire en sorte que le travail paie davantage et refonder le financement de notre protection sociale pour ne plus pénaliser ceux qui créent la richesse sur laquelle il repose. **À cette fin, trois exigences sont à satisfaire.**



L'exigence de renouer avec la politique de l'offre pour rendre à notre industrie les moyens d'investir, de produire et de conquérir

Nos entreprises industrielles doivent bénéficier des mêmes atouts que leurs rivales. Cela suppose d'abord de rapprocher progressivement la fiscalité de l'industrie française de la moyenne européenne, en réduisant les impôts de production (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), la cotisation foncière des entreprises (CFE), la taxe foncière et le versement mobilité). Cela exige également de soutenir l'innovation et la modernisation de notre appareil productif, en sanctuarisant le crédit d'impôt recherche (CIR). Plutôt que de multiplier les taxes contre-productives qui pénalisent nos productions au profit d'importations à plus forte empreinte carbone, il faut privilégier la performance industrielle et la compétitivité de nos entreprises. Enfin, produire en France, c'est aussi permettre à nos entreprises de grandir et de se transmettre. La simplification et la stabilisation des dispositifs fiscaux, notamment du pacte Dutreil, sont indispensables pour préserver leur ancrage territorial.



L'exigence de valoriser le travail et d'associer les salariés à la réussite de leur entreprise, pour renforcer le pouvoir d'achat

Le travail doit payer davantage. Pour augmenter le salaire net sans alourdir le coût du travail, il convient de réduire les cotisations sociales en transférant une partie du financement de notre protection sociale vers la TVA.

Mieux rémunérer le travail, c'est aussi mieux partager la valeur créée. Poursuivre notamment le développement de l'intéressement, la participation et l'actionnariat salarié permettra d'associer davantage les salariés à la réussite et à l'avenir de leur entreprise.

L'exigence de responsabilité et d'équité, pour garantir la pérennité de notre modèle social

Préserver notre système de retraite suppose une gestion responsable, tournée vers le long terme et le soutien à la croissance de notre pays. Inspirons-nous de ce qui fonctionne : l'Agirc-Arrco. Confions le pilotage des retraites du secteur privé aux représentants des salariés et des employeurs, avec une règle simple : assurer l'équilibre financier du système pour protéger les générations futures. Face à l'évolution démographique, les partenaires sociaux doivent pouvoir choisir, à l'abri des ingérences politiques, les leviers adaptés à l'atteinte de cet équilibre : travailler plus longtemps dans de bonnes conditions, favoriser l'emploi des jeunes et des seniors, faciliter les reconversions et prévenir l'usure professionnelle. Et développons la retraite par capitalisation, en complément de la répartition, pour permettre d'améliorer ses revenus à la retraite et de soutenir le financement des entreprises.

Enfin garantir à chacun l'accès à des soins de qualité dans la durée, exige de renforcer la prévention, de mieux maîtriser les dépenses et de contrôler efficacement les arrêts de travail, dont le coût augmente rapidement.

Libérer
le potentiel de nos entreprises industrielles

Une France plus forte, c'est une France
qui fait confiance à ses entreprises industrielles
et leur garantit un cadre protecteur
pour se développer dans la durée.

Aujourd'hui, trop de normes renchérissent leurs coûts. Trop de changements de règles freinent les investissements. Trop de produits importés échappent aux exigences imposées à nos producteurs. Trop de dépendances, enfin, menacent l'approvisionnement indispensable à leur activité.



Face à l'intensification de la concurrence internationale et à la multiplication des risques (géopolitique, technologie, énergie, climat, cyber…), nos entreprises doivent pouvoir rivaliser à armes égales. D'urgence il faut moins d'interlocuteurs, pour plus d'efficacité ; moins de contraintes pour plus de conquête ; et moins de naïveté pour plus de souveraineté !

Une triple exigence qui nous conduits à formuler les recommandations suivantes.

L'exigence de simplicité et de stabilité, pour redonner de la visibilité pour entreprendre et investir

Entreprendre et investir exigent des règles simples, stables et équitables. Nous devons simplifier drastiquement les normes, appliquer le principe de subsidiarité et instaurer une pause réglementaire sur la durée du quinquennat. Aucune contrainte ne doit être imposée aux entreprises françaises si elle ne s'applique pas à leurs concurrentes européennes ; notamment toute surtransposition doit être interdite.

Simplifier, c'est aussi permettre aux projets industriels de voir le jour plus rapidement. En faisant de la procédure accélérée « Notre-Dame » la règle plutôt que l'exception, nous pourrons lever les obstacles



à l'implantation et au développement des sites industriels, ainsi qu'à la construction de logements pour leurs salariés.

L'exigence d'équité et de fermeté, pour défendre notre industrie face à la concurrence internationale débridée

La France doit pousser l'Europe à sortir de sa naïveté commerciale et défendre résolument ses intérêts industriels. Instaurer une préférence européenne stricte dans la commande publique permettra de soutenir notre industrie et de créer des emplois en France et en Europe. Renforcer la défense commerciale européenne face aux pratiques déloyales est un impératif, qui passe aussi par imposer aux produits importés les mêmes exigences qu'aux producteurs français et européens.

Enfin, il faut rapidement achever les mécanismes européens de tarification carbone pour préserver la compétitivité de nos industriels, notamment en aval des chaînes de production.

L'exigence de sécurisation de l'accès aux ressources indispensables à notre industrie

Nous devons garantir une énergie abondante et décarbonée, notamment grâce au nucléaire, via des contrats de long terme et à l'électrification des usages. Il convient également de sécuriser le foncier industriel, l'accès à l'eau et aux matières premières, en développant nos capacités d'extraction, de raffinage, de recyclage et de stockage stratégique.

Enfin, notre souveraineté industrielle dépend de notre maîtrise des technologies et des chaînes de valeur critiques. Nous devons renforcer nos capacités dans l'intelligence artificielle, les semi-conducteurs et la robotique, pour réduire nos dépendances et préparer l'industrie de demain.

Anticiper
les besoins en compétences

Une France plus forte, c'est une France qui innove, produit et recrute. Cette ambition repose sur les talents que notre pays saura développer pour l'atteindre.

Pourtant, notre système éducatif et de formation, comme notre marché du travail, ferment encore trop de portes ou conduisent à des impasses. Trop d'élèves quittent l'école sans maîtriser les savoirs fondamentaux – lire, écrire, compter. Trop de jeunes subissent leur orientation, trop de personnes peinent à se former ou à se reconvertir, trop d'entreprises cherchent des compétences qu'elles ne trouvent pas. Autant de talents gâchés et de chances de réussir perdues pour les Français, nos entreprises et donc le pays. Avec l'accélération des mutations technologiques dont l'IA, les métiers se transforment, de nouvelles compétences deviennent indispensables et des opportunités s'ouvrent. Les Français, et en particulier nos enfant, méritent des systèmes qui créent les conditions pour les saisir. Ils méritent de se réaliser dans un métier d'avenir et de développer les technologies de demain. Ce faisant, ils permettront de renforcer notre industrie et produire davantage en France. **Là encore, une triple exigence s'impose.**

L'exigence d'un système éducatif et d'enseignement supérieur qui amène nos enfants au niveau de leurs voisins européens

La réussite de chaque jeune commence par la maîtrise des savoirs fondamentaux. Nous devons concentrer les efforts sur l'école primaire, avec des évaluations régulières et un accompagnement renforcé en lecture, écriture et calcul. Cela suppose aussi de donner plus d'autonomie aux établissements, de renforcer l'autorité des chefs d'établissement et d'améliorer la formation et la rémunération des enseignants.

L'exigence doit se poursuivre dans l'enseignement supérieur. Nous devons évaluer les compétences à l'entrée à l'université et proposer des parcours préparatoires aux étudiants qui en ont besoin, pour leur donner les meilleures chances de réussir.



L'exigence d'un système d'orientation qui éclaire et accompagne les choix vers les métiers d'avenir

Chaque jeune doit pouvoir choisir son avenir en connaissant les métiers et leurs débouchés. Nous devons rapprocher les entreprises des lycées professionnels, en les associant à leur gouvernance et à leurs enseignements, et développer massivement les prépas-apprentissage et l'alternance pour faciliter l'accès au premier emploi.

Les formations doivent aussi répondre aux besoins des bassins d'emploi. Faire de l'insertion professionnelle un critère de leur financement, notamment pour les BUT (Bachelor Universitaire de Technologie) et les licences professionnelles, permettra de mieux valoriser les filières courtes et professionnalisantes.

L'exigence d'un marché du travail et d'un système de formation en adéquation avec l'ambition de réindustrialisation

Réindustrialiser suppose de faciliter l'accès à l'emploi et l'adaptation des compétences. Nous devons simplifier le système de la formation professionnelle, développer les formations courtes et qualifiantes.

Poursuivre la réforme de l'assurance chômage, notamment la filière dite « seniors », afin d'accélérer le retour à l'emploi vers les secteurs qui recrutent. Clarifier définitivement les responsabilités en transférant à l'État la gestion et le financement des prestations, de plus en plus de solidarité relevant de l'assurance chômage, et en supprimant les cotisations des entreprises correspondantes.

Les reconversions doivent être davantage anticipées. En mobilisant les entreprises et les branches professionnelles, nous devons accompagner les salariés avant que leurs emplois ne soient menacés et les préparer aux nouveaux métiers, au plus près des besoins de chaque bassin d'emploi.





L’action
10 propositions pour produire notre avenir

Renforcer

[1] Notre compétitivité en rapprochant notre fiscalité de la moyenne européenne

Poursuivre la baisse des impôts de production pour redonner à nos entreprises industrielles les moyens de conquérir des marchés et de créer des emplois dans nos territoires.

[2] Notre tissu industriel par le soutien à l’innovation et la transmission

Sanctuariser le Crédit d’Impôt Recherche (CIR) pour permettre l’innovation, soutenir la modernisation de l’appareil productif, et sécuriser la transmission des entreprises, notamment par la stabilité du pacte Dutreil, pour préserver leur ancrage territorial et les faire grandir en France.

[3] Le pouvoir d’achat en faisant en sorte que le travail paie davantage

Augmenter le salaire net sans alourdir le coût du travail, en réduisant les cotisations sociales et en transférant une partie du financement vers la TVA, et développer l’intéressement, la participation et l’actionnariat salarié.

[4] L’autonomie du dialogue social pour un système de retraites pérenne

Confier le pilotage des retraites du secteur privé aux partenaires sociaux, en toute autonomie et sur le modèle de l’Agirc-Arrco, pour garantir l’équilibre financier à long terme. Favoriser l’emploi des jeunes et des seniors, accompagner l’allongement de la vie professionnelle et développer la capitalisation pour améliorer les pensions et financer les entreprises.

Libérer

[5] Les entreprises de la surrèglementation

Supprimer les surtranspositions françaises et agir auprès des institutions européennes pour freiner la multiplication des textes normatifs, simplifier les normes et les procédures d’implantation de sites industriels et des logements et garantir la stabilité des règles pour permettre aux entreprises d’investir et de développer leur activité et des emplois dans tous les territoires.

[6] Nos usines et nos emplois de la concurrence déloyale

Instaurer une préférence européenne stricte et imposer aux produits importés les mêmes exigences qu’aux producteurs européens, pour préserver notre capacité à produire et notre pouvoir d’achat à long terme.

[7] L’accès aux ressources indispensables à l’industrie

Assurer à l’industrie un accès compétitif à l’énergie, aux matières premières, à l’eau et au foncier, et en s’inscrivant dans la transition énergétique et environnementale. Cela permettra le développement de nouveaux projets essentiels au dynamisme de nos territoires et au pouvoir d’achat de ceux qui y vivent.

Anticiper

[8] Les défis de demain en élevant le niveau de notre système éducatif et supérieur

Renforcer les fondamentaux, l’autonomie des établissements, la qualité de l’enseignement, la sélectivité et les filières courtes.

[9] Les besoins en compétences en orientant les jeunes vers les formations et métiers d’avenir

Réformer l’orientation, rapprocher l’école et l’entreprise et développer l’apprentissage et l’alternance pour faciliter l’accès des jeunes à l’emploi et répondre aux besoins des territoires.

[10] Les mutations du travail en facilitant l’accès à l’emploi et les reconversions

Poursuivre la réforme de l’assurance chômage et simplifier l’accès à la formation professionnelle pour favoriser le retour à l’emploi et permettre à chacun d’évoluer ou de se reconvertir et accompagner les mutations économiques de nos territoires.

Suivre l’actualité de l’UIMM

- uimm.lafabriquedelavenir.fr
- UIMM
- L’industrie, La Fabrique de l’avenir
- uimm.lafabriquedelavenir

Crédit photo : Marc Josse - Julien Lutt - Romuald Meigneux.